

Politique de civilisation

ou barbarie

ultra-libérale

«VOUS VOULEZ QUE JE VIDE DES CAISSES DEJA VIDES ?»

telle fut la réponse cinglante de Nicolas Sarkozy au journaliste qui l'interrogeait sur sa promesse électorale d'augmenter le pouvoir d'achat.

POUVOIR D'ACHAT : A QUI DONNE T-ON ET QUI CULPABILISE-T-ON ?

Si le Président a oublié, dans cette altercation, de préciser pour qui il a déjà vidé les caisses en priorité, le journaliste, quant à lui, semble oublier que Sarkozy a en réalité augmenté le pouvoir d'achat des Français... des plus riches pardi ! Ceux qui, avec leur proverbiale discrétion, ont engrangé sans l'ombre d'un sentiment coupable les cadeaux fiscaux de l'été.

Tandis que le gouvernement culpabilise ceux qui n'ont rien reçu. Comble de la perversion politique, il désigne **cheminots, électriciens et gaziers** comme les privilégiés de la nation.

Tous, logés à la même enseigne, ils ont eu droit qui aux restrictions des prestations et aux conditionnements des droits (**chômeurs indemnisés, Rmistes**), qui aux compressions d'effectifs et à la dégradation des conditions de travail (**fonctionnaires, enseignants, personnels hospitaliers**), qui au refus de paiement des heures supplémentaires (**infirmières**), qui au refus d'augmentation des revenus sociaux (**familles nombreuses, pauvres, retraités**), qui à l'humiliation de la reprise forcée d'un emploi disqualifiant, qui tout simplement au mépris et à la stigmatisation (**sans-logis, malades**), qui à la traque, à l'expulsion (**sans-papiers**), qui au blo-

cage des salaires, qui à la remise en cause des régimes spéciaux de retraite. Et tous ils auront droit à la suppression des 35 heures ; ils travailleront donc plus et gagneront moins puisqu'il n'y aura plus d'heures supplémentaires.

UN PRESIDENT DETROUSSEUR

Tout le monde se souviendra que Sarkozy a illico presto entamé sa mandature en raclant 15 milliards d'€ dans les caisses de l'Etat (15 milliards reconductibles chaque année) en prétendant provoquer un choc de confiance et conséquemment un regain de croissance. En fait, le seul choc de confiance c'est lui qui va le recevoir de la part des catégories sociales aisées et du patronat qui lui expriment déjà toute leur reconnaissance.

Mais, le Président Sarkozy sait que les cadeaux fiscaux comme les allègements de charges sociales (25 milliards d'€ par an) ne se transforment ni en croissance supplémentaire ni en emplois mais se déplacent des poches «vides» (de l'Etat) aux poches pleines (des privilégiés). Ce sont-là des politiques de gâchage de l'argent public poursuivies depuis plusieurs décennies qui ont favorisé la casse des services publics et la fonction publique les rendant de moins en moins aptes à répondre aux besoins des usagers.

PCF

Parti communiste français



Rejoignez le **PCF**

PROPOSITIONS :

POUR ACCROITRE IMMEDIATEMENT LE POUVOIR D'ACHAT :

Baisser le taux normal de la TVA de 2 points, baisser la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité, instaurer le double étiquetage (prix de vente aux consommateurs/prix d'achat au producteur), [amendement communiste voté en première lecture le 27 novembre à l'Assemblée Nationale].

Revaloriser les allocations familiales et les minima sociaux, RMI, minimum vieillesse, Allocation adultes handicapés.

Revaloriser davantage le SMIC, les pensions et retraites, relever l'indemnisation du chômage et durées (notre pays compte plus de 7 millions d'hommes et de

UN PRESIDENT CASSEUR D'ACQUIS DE CIVILISATION

Une fois les cadeaux fiscaux envoyés à leurs bénéficiaires, voilà le Président et son fantomatique premier ministre qui déclarent l'Etat en faillite pour réduire le nombre des fonctionnaires, faire reculer les missions de service publics, mettre en déclin les services rendus aux usagers, augmenter les tarifs publics et sociaux, comprimer davantage les investissements publics et sociaux, privatiser les entreprises publiques et les activités portuaires, transférer des charges aux collectivités locales qui finissent par augmenter leurs impôts. Notre modèle social, **un inestimable acquis de civilisation**, est aujourd'hui l'objet des attaques massives du Président.

IL N'Y A PAS DE FONCTION PUBLIQUE SANS FONCTIONNAIRES !

La suppression de 22 8000 emplois publics en 2008 est au coeur de sa politique de démantèlement des services publics. Ce sont autant de débouchés dont les jeunes seront privés, autant de revenus évaporés pour de nombreuses familles en difficulté, autant de contribuables disparus.

Le nombre de fonctionnaires ne doit pas dépendre de l'intérêt privé de quelques-uns mais de la définition des besoins et des réponses à y apporter en faveur de tous les usagers particuliers ou entreprises pour susciter la meilleure efficacité sociale du système économique et accomplir l'intérêt général.

À plusieurs reprises, le gouvernement a exprimé son objectif de supprimer à terme le statut de la fonction publique. Or, il n'y a pas de république sans fonction publique et de fonction publique digne de ce nom sans fonctionnaires statutaires.

C'est bien d'une autre politique capable de relever le défi de l'aspiration commune à l'égalité citoyenne et à l'épanouissement des individus que la gauche doit porter en mettant les moyens nécessaires et les financements efficaces.

femmes vivant au dessous du seuil de pauvreté).

Bloquer les loyers d'habitation pour tous les bailleurs.

Renoncer aux franchises médicales pour l'accès aux soins et aux médicaments.

Interdire le temps partiel imposé en premier lieu aux femmes (source de pauvreté) et d'exclusion.

Baisser la Taxe intérieure sur les produits pétroliers et taxer les profits pétroliers.

POUR UNE REELLE POLITIQUE DE SOUTIEN AU POUVOIR D'ACHAT

Convoquer une vraie négociation sur les salaires dans le privé et dans le public. Un vrai Grenelle tripartite, syndicats, employeurs, représentants de l'Etat.

Agir concrètement sur les inégalités de salaires Hommes/Femmes en alignant les salaires avec des calendriers précis et des sanctions dissuasives.

LE PARTI COMMUNISTE AU CŒUR DES RASSEMBLEMENTS POPULAIRES ET CITOYENS POUR CHANGER LES POLITIQUES EN FRANCE ET EN EUROPE

- Je désire être informé-e des initiatives** du Parti communiste français
- Je décide d'être membre** du Parti communiste français
- Je verse** euros (chèque à : Association de financement du PCF)

Prénom et Nom

Adresse

.....

Téléphone, courrier électronique :